

## LES DIRIGEANTS DE LA CGT, DE FO, DE LA FSU, etc. AURONT-ILS RÉUSSI À BRISER LA MONTÉE VERS LA GRÈVE GÉNÉRALE ?

À l'heure où ces lignes sont écrites, avant la nouvelle « journée d'action » du 19 juin, nul ne sait avec certitude si *le plus grand mouvement social que le pays ait connu depuis 1995 et même depuis 1968*, touche à sa fin, ou s'il va rebondir malgré l'imminence des vacances d'été. Une chose est sûre, cependant : la lassitude, le doute et le désarroi guettent les travailleurs les plus combattifs, qui en ont assez d'être menés en bateau par les directions syndicales censées les représenter. Car, au lieu d'appeler à la **grève générale interprofessionnelle et unitaire**, voici maintenant près de six semaines (depuis le succès de la grande grève interprofessionnelle et de la manifestation de deux millions de travailleurs le 13 mai) que les Thibault, Blondel et Aschieri (sans parler des privatisateurs, déréglementeurs, bonimenteurs et menteurs tout court de l'ex-« gauche plurielle » gouvernementale, PCF inclus), n'ont eu de cesse de balader les travailleurs de journée d'action en journée d'action, de leur faire reprendre le travail dès le lendemain, de leur faire croire que la classe ouvrière n'était pas prête à aller jusqu'au bout pour obliger le gouvernement Chirac à retirer ses projets destructeurs.

### **DEPUIS LE DÉBUT, ILS MÈNENT LES TRAVAILLEURS EN BATEAU**

Ces bureaucrates se justifient démagogiquement en disant que la grève générale ne se décrète pas, qu'il ne suffit pas d'appuyer sur un bouton, que la grève doit venir d'en bas, etc. Pourtant, **que font-ils d'autre que de « décréter » d'en haut leurs vaines journées d'action à répétition** alors que, en bas, des centaines et des centaines d'assemblées générales de travailleurs et de comités de grève (y compris des assemblées interprofessionnelles, qui n'ont cessé de se multiplier dans tout le pays à l'initiative des grévistes eux-mêmes), des centaines et des centaines de syndicats de base, exigent qu'ils appellent à la grève générale jusqu'à la victoire ? **Que font-ils d'autre que « d'appuyer sur un bouton » pour nous faire descendre dans la rue une fois par semaine**, avant d'appuyer le lendemain sur un autre bouton pour nous faire retourner travailler sans avoir rien obtenu ? — En fait, **les travailleurs ont amplement montré qu'ils étaient prêts** à en découdre avec Chirac et ses ministres : des millions se sont mobilisés le 1<sup>er</sup> février, le 3 avril, les 1<sup>er</sup> 13, 19, 25 et 27 mai, les 3, 5 et 10 juin... Certaines catégories, comme les cheminots, les agents des transports publics, les postiers, les personnels de la culture, etc., *ont continué à faire grève après certaines journées d'action, avant d'être poussés le plus souvent à reprendre le travail par les dirigeants syndicaux briseurs de grève*. Les personnels de l'Éducation nationale, qui ont été le fer de lance du mouvement, *sont massivement en grève, dans toute la France, depuis près de deux mois*, pour défendre l'école publique, qui est un acquis fondamental pour toute la classe ouvrière. Quant aux travailleurs du privé, notamment ceux de la métallurgie et du commerce, *ils ont été représentés en nombre très significatif dans les manifestations, beaucoup plus qu'en novembre-décembre 1995*. S'ils hésitent à faire grève, même dans les grosses entreprises, c'est avant tout parce qu'ils ont été, au cours des années précédentes, les premières victimes des trahisons de leurs intérêts et de leurs luttes par les bureaucrates politiques et syndicaux du mouvement ouvrier, depuis leur défaite sans combat face à la réforme Balladur de leurs retraites en 1993 jusqu'à l'avalanche des plans de restructuration et de licenciements, sans parler des lois Aubry contre lesquelles de très nombreuses grèves ont eu lieu en 2000 et 2001, parce qu'elles déréglementent les conditions de travail, annualisent et flexibilisent le temps de travail. En fait, les salariés du privé qui ont hésité à faire grève ont bien compris que, sans la grève générale interprofessionnelle, donc sans l'appel des organisations syndicales à la grève générale jusqu'à la victoire, ils perdraient de l'argent et prendraient des risques sans avoir la moindre chance de gagner. Ils ont bien senti que, tout particulièrement après le 13 mai, la « stratégie » des journées d'action n'était pas une solution, mais une impasse. Ainsi, il ne fait aucun doute que **les salariés du privé qui ont hésité à faire grève auraient été entraînés par les secteurs les plus combattifs, si la grève générale avait été décidée** comme le seul moyen dont disposent les travailleurs pour vaincre Chirac-Raffarin.

### **LES THIBAUT, BLONDEL ET ASCHIERI PROTÈGENT LE GOUVERNEMENT CHIRAC**

En fait, **les bureaucrates ne veulent pas de la grève générale**, ils veulent utiliser la mobilisation des travailleurs uniquement pour « négocier » de manière « responsable » avec le gouvernement Chirac qu'ils prétendent « légitime ». Car, même s'ils contestent le plan Fillon, ils réclament à cor et à cri une « réforme » des retraites. *Mais qu'est-ce que cette « réforme » dont ils nous rebattent les oreilles ?* S'il s'agit de revenir aux 37,5 pour tous, d'abolir la réforme Balladur, de revaloriser les pensions, de faire payer les patrons, de garantir la retraite à 60 ans, d'abaisser l'âge de la retraite pour les travaux pénibles, de prendre en compte sans rachat ni pénalité les années d'études ou de chômage, etc., qu'y a-t-il de plus efficace qu'une grève générale pour imposer une telle réforme aux patrons et au gouvernement qui n'en veulent évidemment pas ? Dès lors, **toute autre voie, toute affirmation que l'on pourrait trouver un terrain d'entente avec ce gouvernement, ne peuvent être destinées qu'à tromper les travailleurs...** et à « justifier » la participation ouverte ou discrète des bureaucrates syndicaux aux « réformes » gouvernementales contre nos retraites et nos acquis. Par exemple, Thibault se moque des grévistes lorsqu'il déclare à *France-Soir*, le 20 mai : « *Si la démarche politique se modifie, si on accepte de réelles négociations, on peut aboutir à une réforme en trois ou quatre mois, y compris, je le dis clairement, avec une signature de la CGT, si cette réforme correspond à nos besoins, à nos attentes (...). Il n'y a pas de refus de principe, d'opposition culturelle de la CGT à l'approbation d'accords.* » — Ainsi, **c'est de manière délibérée que les bureaucrates s'efforcent de briser la montée vers la grève générale par des journées d'action dispersées et sans perspective**. Le Duigou, le n°2 de la CGT, a affirmé sans fard : « *Nous sommes dans une logique de revendication. Nous n'avons pas un objectif politique, celui de battre le gouvernement.* » (*Le Monde*, 5 juin). Tout au long du mouvement, Thibault a martelé : « *L'objectif n'est pas le blocage du pays.* » Il a précisé à la radio, le 2 juin : « *Nous aurons, si les salariés le décident, des grèves, des manifestations, des rassemblements, toute la palette d'initiatives syndicales à répétition, autant que de besoin et que les salariés le décideront.* » Et maintenant, ils vont jusqu'à substituer aux grèves la diffusion d'une pétition ridicule et impuissante, quand ce n'est pas l'organisation de pique-nique ! De son côté, Blondel, qui avait pourtant affirmé le 1<sup>er</sup> mai qu'il était pour « *la perspective [!!!] de la grève générale* », a déclaré au lendemain des gigantesques manifestations du 25 mai et du refus de Fillon d'ouvrir des négociations : « *J'ai utilisé à dessein les notions d'« amplification », de « généralisation », de*

'coordination'. Mais j'ai quelques craintes à employer le terme de 'grève générale interprofessionnelle'. Qu'on le veuille ou non, il renvoie à l'idée d'insurrection et bien sûr, à une lutte politique contre le gouvernement. Étant partisan de l'indépendance syndicale, je préfère rester prudent. » (Le Monde du 27 mai.) En somme, pour Blondel, la grève générale est une « perspective » qui s'éloigne au fur et à mesure qu'on s'en approche ! Alors cela ne doit tromper personne si, depuis le 10 juin, pour exploiter le désarroi provoqué par le refus de la CGT d'appeler à la grève générale, ce même Blondel fait soudain semblant de se rallier à ce mot d'ordre scandé par les centaines de milliers de manifestants — se contentant en fait d'appeler les autres organisations à appeler à la grève générale, ce qui lui permet de se donner le beau rôle, voire de grappiller quelques cartes syndicales, avant de mieux participer à l'enterrement du mouvement... Quant à Aschieri, secrétaire général de la FSU, sa trahison du 10 juin est d'autant plus répugnante que les personnels de l'Éducation sont en grève depuis deux mois : il a osé brader un appel général à une vraie grève du baccalauréat (dont il a toujours refusé d'exiger le report) en « échange » de la promesse de négociations sur le projet de décentralisation, et d'un prétendu « recul » du gouvernement destiné en fait à diviser les personnels ouvriers de l'Éducation nationale (TOS) et les autres personnels. — Bref, les bureaucrates syndicaux continuent de soutenir Chirac, cela devient une habitude depuis mai 2002 : **leur objectif délibéré est d'empêcher les travailleurs d'infliger une défaite cinglante à ce gouvernement réactionnaire qu'ils ont aidé à mettre en place.**

### **CONTINUER LE COMBAT... ET CONSTRUIRE LE PARTI DONT NOUS AVONS BESOIN**

Tout en continuant la lutte en cours, il est donc temps d'aider les travailleurs à *démasquer les bureaucrates*, d'exiger que ceux-ci *rendent des comptes*, d'aider les syndiqués à *démettre de leurs fonctions tous ceux qui ont refusé de respecter leur mandat*, d'organiser la grève, de combattre réellement le gouvernement — de même qu'il était et qu'il est indispensable d'exiger des dirigeants qu'ils appellent à la grève générale : dans un cas comme dans l'autre, il faut aider les travailleurs à comprendre que **les syndicats, même dirigés par les bureaucrates, n'appartiennent pas à ces derniers, mais sont la propriété inaliénable des travailleurs conscients**, qui les ont édifiés depuis des décennies pour défendre tous ensemble leurs intérêts de classe contre le patronat et les gouvernements à son service. Il faut aider les travailleurs à comprendre à la fois la nature des bureaucraties syndicales traîtres et la nécessité de construire les syndicats, de ne pas les abandonner aux bureaucrates, de ne pas non plus contourner le problème de la bureaucratie en essayant de monter de toutes pièces de petits syndicats plus « radicaux », mais destinés à rester minoritaires tant que des centaines de milliers d'adhérents continueront à considérer — à juste titre — que la CGT, FO, la FSU, etc. sont leurs syndicats.

Mais surtout, *il faut poser clairement la question de la perspective politique* : plus d'un an après la défaite de la gauche plurielle sanctionnée pour sa politique réactionnaire qui a pavé la voie de la vraie droite, le PS et le PCF en crise refusent de combattre le gouvernement Chirac, ils continuent de se coucher devant lui, l'un en soutenant ouvertement les principes de la réforme Fillon, l'autre en empêchant la grève générale, tous deux en se livrant à la grotesque farce parlementaire en cours, qui n'a pas d'autre but que de légitimer le gouvernement Chirac pour nous faire croire qu'il y aurait une démocratie dans ce pays. — De fait, **il n'y a pas à ce jour d'alternative politique**, et c'est précisément pour cette raison que les bureaucrates restent les plus forts : les partis ouvriers d'hier ont définitivement trahi les travailleurs et, désormais, tout le monde le sait. **Plus que jamais, les travailleurs ont besoin d'un parti qui soit le leur**, d'un parti qui n'ait pas d'autre objectif que de représenter politiquement leurs intérêts, d'un parti qui, par conséquent, combatte le système et l'État capitalistes dans tous leurs aspects, sans compromission, sans illusions réformistes, sans méthodes bureaucratiques : selon le Groupe CRI, **ce parti ne pourra être qu'un parti communiste révolutionnaire internationaliste**, un parti dont l'objectif affiché soit **le gouvernement des travailleurs, par les travailleurs, pour les travailleurs.**

### **LO, PT, LCR : LES MILITANTS À L'AVANT-GARDE... MAIS LES DIRECTIONS FLANCS-GARDES DES APPAREILS**

Dans cette perspective, la politique de LO, de la LCR et du PT retient l'attention : *à eux trois, avec leurs 15 000 militants et les 11% des voix qu'ils ont obtenus lors de la dernière présidentielle, ils auraient les forces militantes pour peser bien davantage* qu'ils ne le font sur la situation politique, notamment pour menacer sérieusement l'influence du PCF dans le mouvement ouvrier. Soyons clairs : les camarades de LO, du PT et de la LCR sont aux avant-postes dans la lutte pour le retrait des projets du gouvernement : dans les établissements, dans les entreprises, ils se dépensent sans compter pour dénoncer les réformes, pour aider les travailleurs à se mobiliser, pour étendre la grève, pour organiser le mouvement... Cependant, leurs orientations respectives, impulsées par leurs directions, ne sont pas satisfaisantes, loin de là : d'une manière ou d'une autre, la politique élaborée par les directions de ces trois organisations *revient objectivement à couvrir les appareils, sans proposer de perspective sérieuse* :

- LO, malgré son implantation dans les entreprises et l'audience médiatique de masse dont jouit sa porte-parole, a toujours refusé d'expliquer aux travailleurs que seule la grève générale pourra faire reculer le gouvernement, elle a refusé de dénoncer de manière ferme et systématique les directions syndicales et d'exiger qu'elles appellent à la grève générale. Par exemple, s'adressant à des millions de personnes sur TF1, France 2, LCI, France Info, France Inter, etc., pendant le week-end de la Pentecôte, **A. Laguiller n'a pas parlé une seule fois de la responsabilité des directions syndicales, elle n'a pas popularisé et exigé la grève générale**, se contentant, exactement comme la CGT, FO, la FSU, etc., de dénoncer les réformes et d'appeler à « étendre » et « généraliser » les grèves, à les faire durer « le temps qu'il faut » — ce qui n'a rien à voir avec une perspective politique. Dans la pratique, les militants de LO, qui ont notamment animé les coordinations dans l'Éducation nationale, **se sont opposés à la fois à l'exigence que les syndicats appellent à la grève générale et à la constitution de comités de grève reposant sur des délégués élus, mandatés et révocables.**

- Le PT, tout en se battant à juste titre pour l'appel des syndicats à la grève générale, n'a eu de cesse de couvrir l'appareil de Force Ouvrière. Depuis le début du mois de mai, *aucun article d'Informations ouvrières (I.O.) n'a dénoncé ou même critiqué l'orientation de cette confédération*. Alors que Thibault et la CGT ont été régulièrement dénoncés, **les propos de Blondel, y compris lorsqu'il a refusé ouvertement d'appeler à la grève générale pour ne pas mettre en péril le gouvernement, ont été soigneusement cachés aux lecteurs d'I.O.** De manière générale, *I.O.* s'est contenté comme d'habitude de rendre compte de motions d'assemblées générales et de déclarations de grévistes ou de manifestants, réduisant ses propres propositions politiques à la si vague et vaine « *reconquête de la démocratie* » ! Dans la pratique, **les militants du PT ne se sont guère battus pour les A.G. et comités interprofessionnels**, ils sont intervenus *presque exclusivement sous leur casquette syndicale, versant plus que jamais dans le para-syndicalisme absolu*, et n'ayant de cesse, pour la majorité d'entre eux, qui sont à FO, de couvrir publiquement la politique de cette confédération.

- La LCR (pour autant que l'on puisse parler d'une ligne homogène d'une semaine sur l'autre, voire d'un article à l'autre...) a abondamment utilisé le mot de grève générale, mais elle a toujours **entretenu l'ambiguïté entre « grève générale » et « grève reconductible »**, ce dernier terme étant pourtant, précisément, le moyen trouvé cette année par les appareils, notamment la FSU, pour refuser d'appeler à la grève générale *en faisant reposer la responsabilité de poursuivre la grève sur les A.G. atomisées*. Rouge a critiqué (quoique trop mollement) les dirigeants syndicaux, mais les militants LCR ont trop souvent *opposé l'unité « à la base »* (certes indispensable) à l'exigence de l'appel des confédérations à la grève générale. Quant à la perspective politique de la LCR, elle se réduit comme toujours à une **agitation réformiste** « pour une autre répartition des richesses », et, par conséquent, à l'orientation mouvementiste du « pôle anticapitaliste », qui **fait l'impasse sur la question du pouvoir** (d'autant plus que la LCR reste gênée aux entournures par son appel à voter à Chirac en 2002 !), donc sur la question du **parti communiste révolutionnaire internationaliste.**

Contactez le Groupe CRI : 06 64 91 49 63 ou [groupecri@free.fr](mailto:groupecri@free.fr) — Lisez Le Cri des travailleurs, notre journal mensuel